



Conseil économique et social

Distr. générale
17 avril 2007
Français
Original : anglais

Session de fond de 2007

Genève, 2-27 juillet 2007

Point 10 de l'ordre du jour provisoire*

Coopération régionale

Résumé de l'étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique, 2007

Résumé

Il ressort de l'*Étude annuelle sur la situation économique et sociale en Asie et dans le Pacifique, 2007* qu'en 2006, la région de l'Asie et du Pacifique a connu une croissance forte, de 7,9 % pour les pays en développement et de 2,2 % pour les pays développés. Reflétant l'intégration rapide de la région dans l'économie mondiale et les secteurs dans lesquels la région est la plus compétitive au niveau international, l'expansion a surtout porté sur l'industrie et les services, l'agriculture connaissant une croissance moins rapide. La croissance économique a été généralisée, toutes les sous-régions présentant de bons résultats. Les pays d'Asie du Nord et d'Asie centrale, ainsi que l'Australie, l'Iran et d'autres pays, ont vu leurs exportations de produits de base augmenter fortement, tandis que l'Asie de l'Est a enregistré une forte demande de produits manufacturés, dans le secteur de l'électronique notamment.

Pour les pays en développement de la région, 2007 devrait être une nouvelle année de croissance économique dynamique, même si, à 7,4 %, la croissance prévue devrait être un peu plus faible qu'en 2006. La conjoncture économique extérieure devrait être moins favorable du fait principalement du ralentissement de l'économie américaine. On s'attend aussi à un léger recul de la demande mondiale de produits électroniques, ce qui pourrait avoir des répercussions pour l'économie de la région. Dans le même temps, le relâchement des prix des produits de base, dont le pétrole, sera un bienfait tout relatif pour la région de la CESAP.

* E/2007/100.



L'Étude de 2007 analyse les coûts économiques et sociaux de la discrimination à l'égard des femmes dans la région, notamment les pertes économiques qu'elle entraîne du fait que les femmes sont sous-représentées dans la population active et qu'elles ont un faible niveau d'instruction. Elle fait aussi le bilan des progrès accomplis en matière d'égalité des sexes dans quatre domaines (participation économique, éducation, santé et autonomisation) dans le cadre d'une analyse comparative mettant également en lumière les pratiques optimales. L'étude contient en outre une analyse de la situation concernant les inégalités entre les sexes et leurs facteurs causaux, ainsi que des recommandations visant à réduire la discrimination sexuelle dans la région.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Incidences de l'évolution économique et sociale récente.	1–15	3
II. Perspectives pour 2007	16–23	8
III. Questions et problèmes de politique générale.	24–44	10
A. Cours du pétrole	24–26	10
B. Faiblesse de la demande intérieure	27–29	11
C. Vulnérabilité économique.	30–34	12
D. Problèmes d'ordre structurel	35–38	13
E. Croissance verte	39–41	13
F. Recueillir le « dividende démographique ».	42	14
G. Pauvreté urbaine	43–44	14
IV. Discrimination à l'égard des femmes.	45–55	15

I. Incidences de l'évolution économique et sociale récente

1. L'*Étude annuelle sur la situation économique et sociale en Asie et dans le Pacifique, 2007* présente une analyse des tendances économiques de la région dans le contexte de la conjoncture mondiale et décrit les principaux problèmes auxquels la région est confrontée. Elle porte aussi sur le coût de la discrimination sexuelle en Asie et dans le Pacifique et sur les actions que les gouvernements peuvent entreprendre pour y remédier.

2. Pour la huitième année consécutive, les pays en développement de l'Asie et du Pacifique ont dépassé toutes les autres régions du monde en termes de croissance, avec un taux spectaculaire de 7,9 % en 2006, contre 7,6 % l'année précédente (voir le tableau 1). En 2006, ces pays ont contribué pour plus d'un tiers à la croissance mondiale, ce qui fait que la région devient le moteur de la croissance mondiale. Reflétant l'intégration rapide de la région dans l'économie mondiale et les secteurs dans lesquels la région est la plus compétitive au niveau international, l'expansion a surtout concerné l'industrie et les services, l'agriculture connaissant une croissance plus faible.

3. Le dynamisme de la demande extérieure est resté une source majeure de croissance pour beaucoup de pays de la région, le ralentissement tant escompté de la croissance américaine ne s'étant pas concrétisé de la manière attendue en 2006, et la reprise confirmée de l'économie japonaise a apporté un stimulant supplémentaire. À cet égard, la Chine et l'Inde sont apparues comme des moteurs importants de la demande dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). Outre qu'elle a servi de base d'exportation pour la région, la Chine a contribué, par son énorme demande de matières premières et de combustible, à maintenir les cours mondiaux du pétrole et des produits de base à un niveau élevé, ce dont ont profité les pays la région qui exportent ces produits, de la République islamique d'Iran à l'Australie en passant par la Mongolie.

4. La croissance économique a été générale et toutes les sous-régions présentent de bons résultats. Les prix du pétrole ont fortement augmenté, de même que le produit intérieur brut (PIB) des pays exportateurs de pétrole et de gaz de l'Asie du Nord et de l'Asie centrale, régions qui ont aussi enregistré les taux de croissance les plus élevés du monde. En tête se trouve l'Azerbaïdjan, qui a connu une croissance stupéfiante estimée à 34,5 %, la plus forte du monde, en 2006. Les autres grands exportateurs de pétrole et de gaz de la sous-région ont aussi enregistré une forte croissance estimée à 10,5 % pour le Kazakhstan, 6,7 % pour la Fédération de Russie et 14 % pour le Turkménistan. L'expansion du secteur des hydrocarbures s'est accompagnée d'une hausse de la demande de services et d'investissements. Au cours des neuf premiers mois de 2006, les investissements en capital fixe ont augmenté de 11,7 % dans la Fédération de Russie (en glissement annuel); la demande de services a aussi augmenté. Le commerce de détail a progressé de 12,7 % en Azerbaïdjan au cours des 10 premiers mois de 2006, de 12,5 % dans la Fédération de Russie et de 23,4 % au Turkménistan durant le premier semestre. La progression a aussi été forte partout ailleurs dans la sous-région.

Tableau 1
**Taux de croissance économique et d'inflation dans quelques pays de la région
de la CESAP, 2004-2007**

(En pourcentage)

	<i>PIB réel</i>				<i>Inflation^a</i>			
	2004	2005	2006 ^b	2007 ^c	2004	2005	2006 ^b	2007 ^c
Économies en développement de la région de la CESAP^d	7,8	7,6	7,9	7,4	4,6	4,3	4,3	3,8
Asie de l'Est et du Nord-Est	8,4	8,1	8,5	7,8	3,3	2,0	1,6	2,1
Chine	10,1	10,4	10,7	9,9	3,9	1,8	1,5	2,0
Hong Kong (Chine)	8,6	7,3	6,2	5,7	-0,4	0,9	2,0	2,3
Mongolie	10,6	6,2	7,5	6,0	11,0	9,5	5,1	–
Province chinoise de Taiwan	6,1	4,0	4,2	4,1	1,6	2,3	0,6	1,7
République de Corée	4,7	4,0	5,2	4,8	3,6	2,7	2,5	2,5
Asie du Nord et Asie centrale	7,5	7,1	7,5	7,1	10,0	11,8	9,4	8,8
Arménie	10,5	13,9	13,4	8,0	6,9	0,6	2,9	3,0
Azerbaïdjan	10,2	26,4	34,5	30,0	6,7	9,6	8,3	8,0
Fédération de Russie	7,2	6,4	6,7	6,4	10,9	12,7	9,7	9,0
Géorgie	5,9	9,3	7,0	5,0	5,7	8,2	9,2	7,0
Kazakhstan	9,6	9,5	10,5	10,0	6,9	7,6	8,6	7,5
Kirghizistan	7,0	-0,6	2,7	6,0	4,1	4,3	5,7	5,4
Ouzbékistan	7,7	7,0	7,3	6,5	1,7	6,9	7,5	8,0
Tadjikistan	10,6	6,7	7,0	7,0	6,8	7,8	11,9	6,5
Turkménistan	9,0	6,0	14,0	7,0	5,9	10,6	11,0	9,7
Pacifique	3,8	2,7	3,8	3,7	3,4	2,4	2,8	2,7
Fidji	5,3	0,7	3,6	2,0	3,3	2,7	3,5	4,0
Îles Cook	4,3	0,1	1,8	3,5	0,9	2,5	3,0	1,5
Îles Salomon	8,0	5,0	6,2	5,0	6,7	7,2	8,2	8,4
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2,7	3,3	3,7	4,5	2,1	1,7	1,7	1,5
Samoa	3,7	5,1	3,5	4,7	16,3	1,9	3,2	4,0
Tonga	1,4	2,3	1,9	0,9	11,0	9,6	7,2	–
Vanuatu	5,5	6,8	7,0	7,0	1,6	0,9	2,3	2,4
Asie du Sud et du Sud-Ouest^e	7,4	8,0	7,8	7,4	6,3	6,7	7,6	6,2
Bangladesh	6,3	6,0	6,7	6,0	5,8	6,5	7,2	7,0
Inde	7,5	9,0	9,2	9,0	3,8	4,4	6,0	5,0
Iran (République islamique d')	4,8	5,4	6,1	6,0	15,2	12,1	11,0	9,1
Népal	3,8	2,7	1,9	4,3	4,0	4,5	8,0	6,0
Pakistan	7,5	8,6	6,6	7,0	4,6	9,3	8,0	7,0
Sri Lanka	5,4	6,0	7,0	6,5	7,6	11,6	13,0	7,0
Turquie	8,9	7,4	6,0	5,0	8,6	8,2	9,5	7,1

	PIB réel				Inflation ^a			
	2004	2005	2006 ^b	2007 ^c	2004	2005	2006 ^b	2007 ^c
Asie du Sud-Est	6,5	5,6	5,9	5,6	4,1	6,0	6,8	4,4
Cambodge	10,0	13,4	8,0	7,0	3,9	5,8	5,0	4,0
Indonésie	5,1	5,6	5,5	6,2	6,1	10,5	13,1	6,8
Malaisie	7,1	5,3	5,6	5,7	1,4	3,0	3,6	3,2
Philippines	6,0	5,0	5,5	5,6	6,0	7,7	6,5	4,5
République démocratique populaire lao	6,9	7,2	7,5	7,6	10,5	7,2	7,0	7,0
Singapour	8,7	6,4	7,6	4,7	1,7	0,4	1,0	1,5
Thaïlande	6,2	4,5	5,0	4,7	2,8	4,5	4,6	3,6
Viet Nam	7,8	8,4	8,2	8,3	7,8	8,3	7,5	6,8
Pays développés de la région du CESAP	2,8	2,0	2,2	2,0	0,2	0,0	0,5	0,9
Australie	3,6	2,7	2,5	3,0	2,3	2,7	3,5	2,5
Japon	2,7	1,9	2,2	1,9	0,0	-0,3	0,2	0,7
Nouvelle-Zélande	4,2	2,1	1,9	1,8	2,3	3,1	3,4	2,0

Sources : CESAP (sur la base de sources nationales); FMI, *International Financial Statistics CD-ROM* (Washington, FMI, septembre 2006); BAsD, *Key Indicators of Developing Asian and Pacific Countries 2006* (Manille, 2006); site Web du Comité de statistique de la Communauté d'États indépendants, <http://cisstat.com>, 26 février 2007; calculs de la CESAP.

^a Modifications de l'indice des prix à la consommation.

^b Estimation.

^c Prévisions/objectif.

^d D'après les données concernant 38 pays (en développement) représentant plus de 95 % de la population de la région (républiques d'Asie centrale incluses). Pour 2004, on a utilisé les chiffres du PIB aux prix du marché en dollars des États-Unis de 2000 comme coefficients de pondération pour le calcul des taux de croissance régionaux et sous-régionaux. Pour les pays et territoires insulaires du Pacifique en 2006, les estimations sont basées sur les chiffres disponibles.

^e Les estimations et prévisions par pays concernent les exercices financiers définis comme suit : exercice financier 2004-2005 = 2004 pour l'Inde, le Myanmar et la République islamique d'Iran; exercice financier 2003-2004 = 2004 pour le Bangladesh, le Népal et le Pakistan.

5. En Asie de l'Est et en Asie du Nord-Est, la croissance est passée de 8,1 % en 2005 à 8,5 % (estimation) en 2006. Encore une fois, c'est la forte expansion de la Chine (10,7 %) qui a été la plus frappante. La croissance du secteur des services est particulièrement remarquable (10,3 %); ce secteur a également enregistré de bons résultats en République de Corée (5 %) et à Hong Kong (Chine) (6,5 %). Pour ce qui est de la demande, la part des exportations dans le PIB de la Chine a atteint 37 %, bien que leur augmentation ait ralenti, passant de 28,4 % en 2005 à 27,2 % en 2006. Par ailleurs, la part des investissements bruts en capital fixe dans le PIB est passée de 42,6 à 43,6 %. La réorientation de l'économie vers la demande de consommation ne s'est pas encore produite, la part de la consommation privée dans le PIB ayant représenté, en 2006, 37 % du PIB, contre 38 % précédemment.

6. À quelques exceptions près, les pays du Pacifique ont enregistré une croissance économique positive en 2006, allant d'un peu moins de 2 % pour les Tonga à plus de 6 % pour Vanuatu. Cette croissance a été entraînée par le secteur primaire en Papouasie-Nouvelle-Guinée et par celui des services dans les pays plus petits. La plupart des pays de la sous-région ont maintenu un déficit commercial, les importations, renchéries par la hausse des prix pétroliers, restant supérieures aux

exportations. Dans beaucoup de pays, le déficit commercial a été largement financé par l'aide et les rapatriements de salaires. Il est donc essentiel pour ces pays d'obtenir davantage de recettes du tourisme et d'investissements étrangers directs pour équilibrer leur balance des paiements et conserver leurs réserves en devises.

7. L'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Ouest ont maintenu une forte croissance économique en 2006. L'Inde, le plus grand pays de la sous-région sur le plan économique, s'est montrée la plus dynamique avec une croissance de 9,2 %. L'Afghanistan, le Bangladesh, le Pakistan et Sri Lanka ont enregistré des taux de croissance supérieurs à 6,5 %, imputables en premier lieu à l'industrie et aux services. Tous ces pays ont vu leurs exportations augmenter, mais moins que leurs importations, en partie à cause du renchérissement des prix du pétrole, qui a creusé le déficit de la balance courante au Pakistan, à Sri Lanka et en Turquie. La République islamique d'Iran, seul exportateur net de pétrole de la sous-région, a enregistré une croissance de 6,1 % et vu son excédent courant augmenter en raison de la hausse des cours du pétrole.

8. Entraînée par une demande extérieure forte, la robuste croissance de l'Asie du Sud-Est s'est établie à 5,9 % en 2006, contre 5,6 % en 2005. Comme les années précédentes, la forte demande extérieure de produits électroniques (et dans une moindre mesure, de produits de base) a été la source première de croissance. De ce fait, il ressort des estimations que les comptes courants des grands pays de la sous-région sont restés excédentaires, entre 25,9 % à Singapour et, plus modestement, 0,9 % pour le Viet Nam. Comme dans les autres sous-régions, les prix pétroliers plus élevés ont exercé une pression inflationniste. De nombreux pays ont laissé leurs taux de change s'apprécier au lieu de recourir uniquement à des relèvements des taux d'intérêt pour calmer l'économie. Cette appréciation a permis aux autorités monétaires de mettre un terme au resserrement du crédit décidé en 2004.

9. Dans les trois pays développés de la région, la croissance a été modeste. En Australie et en Nouvelle-Zélande, les insuffisances des capacités se sont aggravées, provoquant des pressions inflationnistes, tandis que le Japon, qui a connu une progression limitée des salaires malgré des signes de pénurie de main-d'œuvre, attendait toujours de voir se confirmer la sortie de la déflation. La hausse des revenus salariaux a favorisé la consommation des ménages en Australie et en Nouvelle-Zélande, alors qu'au Japon la consommation des ménages s'est ressentie de la faiblesse des revenus. Grâce à la croissance économique vigoureuse des dernières années, la situation financière de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande est restée saine. Toutefois, l'importante dette publique accumulée par le Japon au cours de la longue récession des années 90 a continué d'affecter ses perspectives budgétaires.

10. Les monnaies asiatiques se sont bien comportées en 2006, ce qui reflète des excédents courants et des flux de capitaux (y compris spéculatifs) supérieurs aux prévisions. Les taux d'intérêt élevés pratiqués dans certains pays, le goût des investisseurs pour le risque et la surabondance de liquidités à l'échelle mondiale ont attiré des niveaux record de capitaux mobiliers dans la région. Les principales devises se sont fortement appréciées malgré les sorties soudaines de capitaux mobiliers au milieu de 2006, qui ont durement secoué les marchés boursiers de la région et entraîné une dépréciation des monnaies. Concernant la crainte largement répandue de voir le mouvement d'appréciation des monnaies saper la compétitivité des secteurs d'exportation, on notera que les fluctuations des taux de change

effectifs réels – la meilleure mesure de la compétitivité – indiquent une appréciation plus faible que l'appréciation nominale par rapport au dollar des États-Unis.

11. Les pays en développement de la région ont continué à accumuler des devises, dont ils détenaient déjà des réserves importantes, atteignant le niveau record de 2 500 milliards de dollars à la fin de 2006. Six pays et territoires (la Chine, la République de Corée, l'Inde, la Fédération de Russie, Hong Kong (Chine) et la province chinoise de Taiwan) détenaient plus de 82 % du total des réserves en devises. Avec 40 % des réserves totales des pays en développement de la région (près de 1 000 milliards de dollars), la Chine a dépassé le Japon comme premier détenteur de devises du monde.

12. L'énorme appétit de la région Asie-Pacifique pour les devises s'explique en partie par la crise financière asiatique, mais l'augmentation importante des réserves enregistrée en 2006 indique une volonté persistante d'exercer une pression à la baisse sur les monnaies de la région par le biais d'interventions des pouvoirs publics. Le temps est venu d'examiner en détail les avantages et les inconvénients liés au fait de détenir des quantités excessives de réserves en devises. Il importe de mettre en balance le niveau de réserves que la prudence impose afin de protéger un pays contre l'instabilité financière et les pertes de capital et coûts quasi financiers et potentiels.

13. La balance des comptes courants s'est détériorée dans l'ensemble de la région en 2006, du fait essentiellement de l'augmentation de la facture pétrolière, même si l'impact en a été quelque peu amorti par l'appréciation des monnaies, qui a réduit le coût des importations. Les bons résultats à l'exportation de nombreux pays ont compensé certains des effets du renchérissement du pétrole. Les exportations de la région ont augmenté à un taux impressionnant de 18 %, semblable à celui enregistré en 2005, tandis que les importations ont augmenté de 19 %, contre 17 % en 2005. De ce fait, les pays de la région ont enregistré des excédents plus importants que prévu de leur balance courante.

14. Les exportations de la région ont profité d'une demande mondiale vigoureuse, d'un redressement du secteur des technologies de l'information et, pour certains pays, des restrictions commerciales imposées à la Chine dans le secteur de l'habillement. Bien qu'elle ait montré des signes de fléchissement, la croissance robuste enregistrée en 2006 aux États-Unis a été un stimulant essentiel pour les exportations de la région, encore renforcé par la demande en hausse de l'Europe et du Japon. La situation était donc idéale, marquée par une demande forte de la part de tous les grands partenaires commerciaux traditionnels de la région.

15. La relance du Cycle du développement de Doha devrait être une priorité pour les pays de la région Asie-Pacifique, qui ont déjà tiré parti de la libéralisation des échanges pour développer leur économie. L'impasse actuelle est en partie responsable de la multiplication des accords commerciaux bilatéraux et régionaux dans la région. Les 62 membres et membres associés de la CESAP appliquent actuellement 62 accords commerciaux bilatéraux. Il existe en outre 11 accords commerciaux régionaux en vigueur, qui comptent en moyenne huit membres. La plupart de ces accords ont été signés après 2000 et représentent donc une nouvelle tendance pour la région. Cette prolifération n'en est pas moins une réalité et il serait utile pour tous les décideurs de la région, en particulier dans les petits pays, d'avoir une liste des points à examiner en vue à la fois de réduire les coûts et d'optimiser les bénéfices pour l'économie nationale. Figureraient dans cette liste les questions

cruciales aux différents stades de la conception, de la négociation et de l'exécution des accords (voir l'*Étude de 2007* pour plus de détails). En règle générale, les décideurs devraient s'efforcer d'aligner dans toute la mesure du possible les accords préférentiels sur les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

II. Perspectives pour 2007

16. Pour les pays en développement d'Asie et du Pacifique, les perspectives de la croissance économique pour 2007 se caractérisent par un dynamisme contenu. Elle devrait s'établir à 7,4 %, donc en dessous du niveau de 2006. La conjoncture extérieure devrait être moins favorable, en raison essentiellement du ralentissement de l'économie américaine, qui s'est manifesté plus clairement au second semestre de 2006, tandis que le ralentissement de la demande de consommation et du marché de l'immobilier commence à avoir des effets sur l'économie. Le PIB devrait croître de 2,2 %, soit nettement moins qu'en 2006 (3,2 %). L'Union européenne devrait voir son activité ralentir légèrement et son PIB reculer de 2,7 % de croissance en 2006 à 2,4 % en 2007. Avec le recul de la demande américaine et européenne, la demande mondiale de produits électroniques devrait diminuer de manière modérée en 2007, ce qui risque d'affecter les perspectives pour l'Asie et le Pacifique. Dans l'intervalle, le fléchissement des prix des produits de base, y compris du pétrole, représentera un bienfait tout relatif pour la région.

17. Avec le ralentissement de la conjoncture économique internationale, la dynamique de croissance de la région Asie-Pacifique devrait être soutenue par la forte croissance de la Chine et de l'Inde, et la poursuite du redressement de la demande intérieure au Japon. Un rebond de la croissance économique dans les pays d'Asie du Sud-Est ajoutera à ce dynamisme. Pris ensemble, ces trois pays représentent plus de 60 % du PIB de la région et près de 45 % de ses importations, ce qui crée des possibilités considérables pour la région.

18. S'agissant des pays en développement de la région, l'inflation devrait s'établir à 3,8 % en 2007, un chiffre inférieur à celui de 2006. La baisse des prix pétroliers enregistrée depuis le milieu de 2006 devrait réduire les pressions inflationnistes, tandis que les politiques monétaires rigoureuses appliquées dans la région en 2006 devraient réduire les attentes inflationnistes en 2007. Les taux de change devraient continuer à s'apprécier en 2007, ce qui aidera aussi à réduire les pressions inflationnistes dans la région. Même si certains gouvernements (en Inde, en Indonésie et en Malaisie) ont éliminé les subventions pétrolières, laissant les prix pétroliers au détail suivre les cours mondiaux, les pressions inflationnistes devraient rester modérées. Pour certains pays d'Asie de l'Est et du Nord-Est (la Chine, Hong Kong (Chine) et la province chinoise de Taiwan), le resserrement du marché du travail et du marché foncier suscitera de nouvelles difficultés, même si les pressions inflationnistes doivent être en partie compensées par le resserrement de la politique monétaire et l'appréciation des taux de change.

19. La gestion des taux de change sera le principal enjeu de 2007 en matière de politique macroéconomique dans la région. En 2006, malgré des interventions visant à les contenir, les taux de change nominaux de presque tous les pays de la région, en particulier en Asie du Sud-Est et en Asie de l'Est, se sont fortement appréciés par rapport au dollar des États-Unis. Ce phénomène devrait persister en 2007, le dollar poursuivant son mouvement de dépréciation en raison du déficit important des

comptes courants américains, et les capitaux continuant d'affluer dans la région à cause de la conjoncture économique favorable.

20. Compte tenu de l'expérience de 2006, il sera de plus en plus difficile pour les autorités monétaires d'appliquer une politique monétaire indépendante en réponse aux chocs, tout en agissant sur les taux de change dans un contexte de comptes de capitaux toujours plus ouverts. Sur les trois options qui se présentent (autonomie monétaire, taux de change cible et convertibilité des capitaux), elles peuvent en retenir deux au plus. La seule solution durable consiste à rechercher une plus grande flexibilité des taux de change, de manière à éviter un « pari unilatéral » encourageant davantage encore les flux de capitaux que la normale, puisque les marchés comprendraient ainsi rapidement que les devises peuvent circuler dans les deux sens. La crainte de voir la flexibilité des taux de change devenir une source d'instabilité et entraîner des coûts économiques importants peut s'expliquer en grande partie par le fait que, dans de nombreux pays, les marchés des changes ne sont pas protégés contre les fluctuations des taux de change. Les petits et moyens exportateurs, en particulier, ne savent pas utiliser les instruments de couverture des risques. Une attention particulière doit être accordée à la mise au point de ces instruments, ainsi qu'au renforcement et à l'expansion des marchés financiers.

21. La relance attendue de la demande intérieure, notamment pour ce qui est des investissements dans les pays d'Asie du Sud-Est et de la consommation en Chine, devrait entraîner une diminution de l'excédent des comptes courants des pays asiatiques, tout en restant cependant élevé. La poursuite de l'appréciation des taux de change et la baisse de la demande mondiale de produits électroniques et de composants informatiques contribuera aussi à ce déclin. On mentionnera en particulier l'excédent courant de la Chine, qui devrait légèrement baisser du fait des mesures prises pour soutenir la consommation, réduire les subventions pétrolières et instaurer une plus grande flexibilité du taux de change.

22. Pour 2007, on compte que les performances économiques de la région seront assez robustes mais plusieurs risques d'aggravation demeurent. Ainsi, on ne peut ignorer la possibilité d'un choc pétrolier sur l'offre ou d'un ajustement chaotique des déséquilibres mondiaux notamment. Dans ce cas, les prévisions initiales iraient dans le sens des risques d'aggravation. Un choc pétrolier côté offre pourrait déclencher de nouvelles augmentations des cours mondiaux du pétrole, avec un impact négatif sur la croissance économique prévue, l'inflation et la balance des comptes courants. Comme les capacités de réserve demeurent faibles, même une perturbation modérée de la capacité de production ou une nouvelle escalade des problèmes de sécurité au Moyen-Orient pourrait faire passer les prix pétroliers au-dessus des prévisions initiales. Le creusement des déséquilibres mondiaux est une source de préoccupation. Le déficit des comptes courants américains s'est aggravé de 100 milliards de dollars en 2006. Il a été financé par les pays dont les comptes courants sont excédentaires, mais cet excédent est de plus en plus concentré dans quelques pays : l'Allemagne, la Chine, le Japon et les pays exportateurs de pétrole. Un ajustement désordonné des déséquilibres mondiaux entraînerait une dépréciation du dollar des États-Unis et une brusque augmentation des taux d'intérêt. Il s'ensuivrait une récession mondiale, avec de graves conséquences pour la région Asie-Pacifique.

23. Dans la région, il existe certains risques provenant des deux plus grands pays. Le redressement durable de l'économie japonaise dépend de l'assainissement des

finances publiques en cours, nécessaire pour régler le problème de l'augmentation rapide de la dette intérieure. Toute perturbation de ce processus risquerait d'affecter la confiance des consommateurs et les dépenses des ménages et, par voie de conséquence, le redressement du pays. S'agissant de la Chine, on a vu plus haut que la croissance spectaculaire des investissements faisait craindre une « surchauffe ». Étant donné l'importance croissante des liens intrarégionaux en matière d'échanges et d'investissement, un brusque ralentissement au Japon ou en Chine pourrait s'avérer dommageable pour l'économie d'autres pays asiatiques.

III. Questions et problèmes de politique générale

A. Cours du pétrole

24. Le niveau élevé et l'instabilité des cours du pétrole ont été l'une des principales sources de difficulté rencontrées dans la gestion macroéconomique de la région en 2006. La cherté du pétrole a entraîné des pressions inflationnistes, affecté les balances des comptes courants et grevé les réserves en devises dans plusieurs pays. Les cours ont atteint des niveaux records en 2006, dépassant largement les 70 dollars le baril au début d'août 2006, sous l'effet de la situation géopolitique au Moyen-Orient. En termes réels, le record précédent, atteint lors du choc pétrolier de 1979-1980, a été dépassé.

25. Toutefois, depuis août 2006, les tensions ayant diminué au Moyen-Orient, la saison des cyclones s'étant achevée dans le golfe du Mexique sans bouleversement majeur et l'Europe et l'Amérique du Nord ayant connu un hiver exceptionnellement doux, les cours du pétrole ont tendance à baisser. On ne peut toutefois, compte tenu de l'instabilité politique au Moyen-Orient et ailleurs, exclure de nouvelles ruptures d'approvisionnement. S'ajoute à cette pression le fait que les capacités de production de réserve des principaux pays producteurs de pétrole sont exceptionnellement faibles. On ne voit donc pas si les cours du pétrole continueront de baisser jusqu'à leur niveau d'avant 2002, année où la hausse a commencé.

26. Jusqu'à présent, la hausse des cours n'a pas entravé la croissance régionale, soutenue par la fermeté des exportations, d'importantes entrées de capitaux et une conjoncture économique mondiale favorable. Toutefois, le ralentissement de l'économie américaine et le déclin de la demande mondiale de produits électroniques pourraient modifier cette situation en 2007. Une nouvelle hausse des cours mondiaux affecterait la croissance économique régionale, l'inflation et les balances des paiements courants. Pour les pays d'Asie et du Pacifique tributaires du pétrole, l'impact serait beaucoup plus prononcé que pour les pays industriels. Il ressort des simulations faites par la CESAP que, concernant l'Asie émergente, une augmentation durable de 10 % des cours entraînerait une réduction de 0,16 point de pourcentage de la croissance. Les Philippines, Singapour et la Thaïlande seraient les plus durement touchés, ayant une intensité pétrolière relativement élevée. De plus, l'inflation des prix à la consommation augmenterait dans tous les pays émergents de la région, mais avec des conséquences plus graves en Inde, en Thaïlande, aux Philippines et en Malaisie. Les balances des comptes courants se détérioreraient dans tous ces pays, mais le plus nettement dans la province chinoise de Taiwan, à Hong Kong (Chine) et en République de Corée. Dans les pays émergents d'Asie, les balances courantes, en tant que pourcentage du PIB, perdraient en moyenne 0,31 %.

B. Faiblesse de la demande intérieure

27. Ces dernières années, la relative faiblesse de la demande intérieure dans les pays de l'Asie de l'Est a donné lieu à deux types de préoccupations étroitement liées. D'une part, l'insuffisance de la demande intérieure serait l'une des causes premières de l'aggravation des déséquilibres mondiaux. D'autre part, du fait du déclin de la demande intérieure, les pays concernés ont davantage compté sur les exportations pour stimuler la croissance économique. Étant plus tributaires des exportations, ils se trouvent exposés au risque d'une forte baisse de la demande extérieure, un risque toutefois moindre pour un pays qui s'appuie davantage sur la demande intérieure, comme l'Inde.

28. Les investissements sont le principal élément ayant contribué au recul de la part de la demande intérieure dans les pays d'Asie de l'Est touchés par la crise, tandis que la consommation est restée relativement stable pendant cette période, sauf en République de Corée. Les pays épargnés par la crise, à l'exception de la Chine, ont aussi vu la part des investissements dans le PIB diminuer. Sauf dans le cas de la province chinoise de Taiwan, cette diminution s'explique par une chute importante de la part des investissements du secteur privé dans le PIB, qui n'a pas retrouvé son niveau d'avant la crise. En revanche, la part des investissements publics est demeurée relativement constante dans ces pays. Les investissements privés ont été le plus durement touchés en Indonésie – leur part a diminué de près de moitié à la suite de la crise –, suivie par la Thaïlande et la Malaisie.

29. De nouvelles réformes financières s'imposent pour promouvoir les investissements privés dans les pays d'Asie de l'Est. Même si des progrès notables ont été réalisés concernant le renforcement des systèmes financiers dans ces pays après la crise de 1997¹, il est possible de prendre d'autres mesures pour garantir aux investisseurs soucieux de saine gestion un accès au crédit. À cet égard, deux séries de réformes sont essentielles. Premièrement, il faut donner la priorité à la mise en place d'un meilleur système de gestion du risque, de sorte que les banques n'aient plus à recourir à un excès de prudence dans l'octroi de prêts destinés à des investissements. Deuxièmement, pour freiner la croissance excessive du crédit à la consommation, les autorités de ces pays devraient adopter des normes prudentielles en matière de délivrance de cartes de crédit, fondées sur le revenu du détenteur et le remboursement minimum. La création de services de conseil en crédit et de gestion de la dette pour les particuliers pourrait aider à réaffecter le crédit de manière plus efficace. De plus, les marchés des capitaux devraient être développés comme autre source de fonds pour les investisseurs. Enfin, les gouvernements devraient aussi prendre des mesures supplémentaires pour créer un climat favorable aux investissements privés.

¹ Après la crise, les institutions financières plus faibles ont été séparées des institutions plus saines, lesquelles ont pris des mesures prudentielles strictes pour assurer une supervision conforme aux normes internationales. De plus, on a décidé de mesures visant à aider à la recapitalisation des banques et des institutions financières. Actuellement, le coefficient de solvabilité est largement supérieur à 8 % (norme internationale). Le coefficient des prêts improductifs par rapport au total des prêts des banques commerciales est de loin inférieur à ce qu'il était au moment de la crise.

C. Vulnérabilité économique

30. Au milieu de 2006, les marchés boursiers d'Asie et du Pacifique ont connu leur chute la plus brutale depuis 2004. Les cours ont continué à baisser en mai et juin, accusant le plus fort déclin mensuel depuis septembre 2002. Après une brève accalmie à la fin de juin, la fébrilité a de nouveau saisi les marchés en juillet. Tous les pays de la région ont été touchés et enregistré des chutes record pour l'année. Cette volatilité a marqué la fin d'une période de croissance soutenue des valeurs financières.

31. L'agitation boursière a repris ces derniers mois et on ne peut exclure d'autres turbulences dans les mois à venir, de même qu'on ne peut exclure de nouvelles augmentations des taux d'intérêt dans les pays développés, en particulier aux États-Unis, dans la zone euro et au Japon, si l'inflation y donne des signes d'accélération. De nouvelles hausses des prix pétroliers pourraient susciter ce genre de mesure. Une résorption soudaine des déséquilibres mondiaux menant à une forte dépréciation du dollar déclencherait aussi des augmentations importantes des taux d'intérêt. Il pourrait en résulter un ralentissement de l'économie mondiale et une contraction de l'économie des pays, qui subirait une réduction de la demande de leurs exportations. Tous ces facteurs pourraient réduire l'intérêt des investisseurs pour les actifs financiers asiatiques. L'effet de choc et de régression risquerait d'être amplifié par une réaction excessive des investisseurs et, par contagion, par des sorties d'investissements de portefeuille dans d'autres pays.

32. Le caractère actuellement incertain des marchés financiers appelle un suivi attentif de la vulnérabilité économique des pays de la région de sorte que tout signe de danger soit détecté le plus rapidement possible. L'indicateur de croissance économique peut être trompeur car une croissance dynamique peut masquer l'émergence d'une vulnérabilité de l'économie et inciter les décideurs à la passivité. Ainsi, la crise financière qui a frappé l'Asie de l'Est en 1997 avait été précédée, dans les pays touchés, par une période de forte croissance. Dans les pays non affectés, en revanche, la croissance était robuste et aucun signe notable de vulnérabilité économique n'a été constaté.

33. Pour évaluer la vulnérabilité globale d'un pays face à une crise monétaire provoquée par un renversement soudain des flux de capitaux, la CESAP a mis au point un indice composite de vulnérabilité qui couvre neuf pays émergents de la région Asie-Pacifique pour lesquels des données sont disponibles : cinq pays d'Asie de l'Est affectés par la crise de 1997 (Indonésie, Malaisie, Philippines, République de Corée et Thaïlande) et quatre autres pays émergents (Chine, Fédération de Russie, Inde et Pakistan). Cet indice combine trois aspects de vulnérabilité face à une crise : l'insuffisance des réserves de change au regard des dettes à court terme, l'expansion excessive du crédit intérieur privé et l'appréciation des taux de change réels. Dans la période précédant la crise financière de 1997, l'indice a montré une tendance persistante à la baisse dans tous les pays touchés par la crise; il a atteint son plus bas niveau en 1997, au moment où la crise a commencé à s'étendre. Par contre, les pays qui n'ont pas été affectés, tels que la Chine, l'Inde et le Pakistan, n'ont pas vu leur indice composite baisser.

34. À l'exception de la Malaisie, les pays d'Asie de l'Est affectés en 1997 ont montré de nouveau des signes de vulnérabilité en 2006. Ils ont été moins fragilisés par la crise financière de 2000-2004 qu'au milieu des années 90, comme l'indique la

tendance haussière de l'indice composite de vulnérabilité. Toutefois, le renversement récent de cette tendance dans les pays de la région mérite un examen plus attentif. Deux facteurs en sont responsables : l'appréciation de leurs taux de change réels, les entrées de capitaux à court terme provoquant une appréciation des taux de change nominaux, et la répercussion du renchérissement du pétrole sur les biens non exportés, qui ajoute aux pressions inflationnistes.

D. Problèmes d'ordre structurel

35. Le maintien d'une forte croissance dans la région Asie-Pacifique exigerait de poursuivre des politiques macroéconomiques saines et de prendre des mesures afin de remédier aux problèmes structurels susceptibles d'entraver la croissance et le développement à l'avenir. À cet égard, il est sans doute plus aisé d'intervenir sérieusement aux niveaux politique et institutionnel lorsque la situation économique est bonne. On note trois problèmes structurels principaux dans la région.

36. Premièrement, l'intense activité économique à l'origine de la forte croissance a aussi créé une situation où la région assume une part de plus en plus grande des problèmes environnementaux aux niveaux régional et mondial liés à la production. On peut voir que, si des mesures ne sont pas prises d'urgence pour assurer une croissance « verte », les atteintes à l'environnement limiteront le potentiel de croissance de la région.

37. Deuxièmement, le déclin rapide de la fécondité et la prolongation de l'espérance de vie à la naissance enregistrés dans plusieurs pays d'Asie du Sud-Est et dans d'autres pays en développement de la région ouvrent un « créneau démographique », chance historique unique d'accélérer la croissance économique. La croissance remarquable des pays de l'Asie de l'Est entre les années 60 et 90 s'explique partiellement par l'utilisation efficace de ce « dividende démographique ».

38. Troisièmement, contrairement à l'opinion communément admise, les faits donnent à penser que la pauvreté urbaine est endémique dans la région Asie-Pacifique et progresse rapidement. De fait, dans beaucoup de pays, elle semble aussi grave, sinon plus, que la pauvreté rurale en termes d'incidence et de degré.

E. Croissance verte

39. La contribution de la région Asie-Pacifique au PIB mondial a augmenté régulièrement depuis 10 ans. La région étant devenue un centre de production mondial, les pays en développement y assument une part grandissante des problèmes environnementaux régionaux et mondiaux. De fait, dans plus de la moitié des pays de la région, les pressions exercées par la consommation, telles que mesurées par l'empreinte écologique, sont déjà trop fortes par rapport à la surface bioproductive (patrimoine naturel productif) par habitant. Si des mesures ne sont pas prises au niveau national pour remédier à ce problème, la croissance économique en souffrira.

40. Par le passé, la gestion de l'environnement a essentiellement consisté à améliorer la performance environnementale par le contrôle et la réglementation de la pollution et des effluents issus des processus de production. La réglementation environnementale demeure un élément nécessaire à la croissance verte, en

particulier pour ce qui concerne la lutte contre la pollution. Toutefois, il faut mettre en place un ensemble plus large de politiques, d'instruments économiques et de pratiques de gestion pour modifier fondamentalement les modes de consommation et de production.

41. Les pays de la région ne pourront adopter de stratégie de croissance verte sans disposer d'indicateurs d'efficacité permettant d'évaluer le mode de croissance économique d'un pays, de mesurer les résultats des politiques visant à promouvoir l'efficacité et de comparer les mesures prises par les pays dans ce domaine.

F. Recueillir le « dividende démographique »

42. Au cours des 50 dernières années, la fécondité a considérablement diminué en Asie, passant de 6 enfants par femme dans la période 1950-1955 à 2,4 enfants par femme en 2000-2005. Pendant la période qui a précédé le déclin de la fécondité, la mortalité a reculé de manière tout aussi remarquable, dans un premier temps essentiellement chez les jeunes. Cet enchaînement d'une baisse de la fécondité et de la mortalité a déséquilibré la structure par âge au profit des catégories d'âge plus jeunes. Avec le temps, ce renflement de la pyramide des âges s'est déplacé vers le haut, produisant une importante population active, avec moins d'enfants et de personnes âgées à charge. L'expansion de la population active et les économies résultant du taux de dépendance moindre donneront, pour les pays de la région, un élan sans précédent aux investissements et à la croissance. C'est là une chance qui ne se présente qu'une fois dans la durée d'une vie humaine et disparaît en une génération, tandis que la population vieillit et le taux de dépendance augmente.

G. Pauvreté urbaine

43. Au cours des 30 dernières années, beaucoup de centres urbains d'Asie et du Pacifique et leur zone périurbaine ont servi de moteur à la croissance économique. Dans le même temps, quelque 571 millions de personnes, qui vivent dans des taudis – soit plus de la moitié des habitants de taudis de la planète – subissent l'effet cumulé d'une offre excédentaire de main-d'œuvre, d'un statut d'occupation incertain, d'infrastructures inadéquates, de la pollution et du surpeuplement. Si ces problèmes ne trouvent pas de solution, la croissance économique sera neutralisée par les coûts croissants liés au fonctionnement des centres urbains, ce qui rendra la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement encore plus difficile pour de nombreux pays d'Asie.

44. Les bidonvilles, sites matériellement et institutionnellement sous-équipés où habitent la plupart des pauvres des villes, créent pour leurs habitants des problèmes multiples, qui trouvent leur expression dans la définition la plus communément donnée du bidonville, à savoir des logements caractérisés par un ou plusieurs des facteurs suivants : absence d'eau, absence d'assainissement, surpeuplement, non-durabilité du bâti et droit d'occupation incertain. Au coût nettement plus élevé de la vie en ville, en particulier sur le plan du logement, s'ajoutent la pression psychosociale de l'économie monétaire urbaine, la vulnérabilité des citoyens pauvres face aux catastrophes naturelles et à la violence interpersonnelle, la pollution et ses risques pour la santé, nettement plus élevés en ville qu'à la campagne; on comprend

donc que les habitants des bidonvilles connaissent des problèmes particuliers, qui exigent des politiques adaptées.

IV. Discrimination à l'égard des femmes

45. L'inégalité entre les sexes, qui se traduit par des restrictions imposées aux choix, aux perspectives et au taux d'activité des femmes, est monnaie courante dans de nombreuses parties du monde. Elle est souvent très répandue en Asie et dans le Pacifique, malgré les efforts déployés aux niveaux tant national que mondial pour réduire les disparités entre les hommes et les femmes. Certains aspects du sexisme sont le produit dérivé de coutumes et de pratiques culturelles anciennes, mais l'absence d'un cadre institutionnel propice à l'égalité des sexes, notamment sous forme d'appui juridique, peut contribuer à la perpétuation de la discrimination. Celle-ci est socialement structurée et les lois, politiques et pratiques ont une forte incidence, directe et indirecte, sur la discrimination à l'égard des femmes.

46. S'agissant de la région Asie-Pacifique, la discrimination est la plus visible dans le domaine de l'accès à l'éducation et aux services de santé, aux moyens économiques et à la vie politique. Dans certains pays, elle peut être si prévalente que le taux de scolarisation des filles dans l'enseignement primaire est parfois inférieur de 26 % à celui des garçons. Ces disparités se retrouvent dans l'accès aux services de santé, ce qui se traduit par la détérioration du ratio hommes/femmes dans la population, notamment en Asie du Nord et en Asie centrale, ainsi qu'en Asie du Sud et dans les îles du Pacifique, reflétant l'accès inadéquat des femmes aux services de santé. Dans certains pays, 1 enfant sur 10 meurt avant d'avoir atteint son premier anniversaire et 1 femme sur 50 meurt durant la grossesse ou l'accouchement, et ce, bien que, dans l'ensemble, les services de santé et les technologies médicales se soient améliorées au cours des années, même dans les pays les plus pauvres. Dans le même temps, la violence contre les femmes continue, ce qui montre à quel point elles sont réduites au silence, que ce soit au foyer ou au niveau national.

47. La persistance de la discrimination fondée sur le sexe a des coûts manifestes, d'ordre économique et social. N'ayant pas accès à l'éducation et aux services de santé, les femmes et les filles ne peuvent participer pleinement à la vie économique et au développement du capital humain, ce qui a des conséquences négatives sur la croissance économique et le bien-être individuel. Ces chances qui échappent aux femmes se ressentent aussi au niveau intergénérationnel dans la mesure où la santé, l'éducation et le bien-être des enfants en pâtissent. Le silence imposé aux femmes et leur impuissance à défendre leurs droits peuvent les priver de ressources et entraver leur participation à la vie économique et sociale. La violence et les sévices infligés aux femmes comportent un coût psychologique à long terme, susceptible d'affecter l'estime de soi des femmes et leurs capacités, et ont de ce fait, directement et indirectement, un coût économique et social. Il ressort des estimations de la CESAP que la région perd chaque année entre 42 et 47 milliards de dollars à cause des seules restrictions imposées à l'accès des femmes à l'emploi. De même, les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation coûtent à la région entre 16 et 30 milliards de dollars par an.

48. En éliminant ces inégalités, on améliorerait nécessairement les choses de manière tangible, non seulement pour les personnes, mais aussi pour la société dans

son ensemble. L'élimination de la discrimination et la réalisation de l'égalité supposent une évolution au niveau du foyer, de la société et du pays tout entier. Ainsi, l'intégration de la dimension sexospécifique dans les politiques et programmes des pouvoirs publics pourrait amener un rééquilibrage. Parmi les mesures qui pourraient aider à réduire la discrimination et à établir l'égalité entre les hommes et les femmes, on mentionnera : a) le renforcement de l'accès des femmes et des filles aux ressources sociales, telles que l'éducation et les services de santé; b) le renforcement de la participation des femmes à la vie économique; c) le renforcement de l'accès aux ressources matérielles; d) l'autonomisation de la femme; et e) l'écoute de ce que les femmes ont à dire.

49. L'impossibilité pour les femmes et les filles d'accéder à des ressources sociales telles que les services de santé et l'éducation est l'un des principaux facteurs entraînant de fortes disparités entre les sexes en ce qui concerne la santé et l'éducation, en particulier dans les pays d'Asie du Sud. Cela s'explique tant par les restrictions imposées aux femmes que par l'absence d'institutions et de ressources. Il faut trouver des solutions à ces deux problèmes pour pouvoir éliminer la discrimination.

50. Le renforcement de la participation des femmes à la vie économique se justifie par des considérations d'ordre tant économique que social. Les restrictions directes et indirectes qui leur sont imposées par les employeurs, le milieu de travail, les politiques des pouvoirs publics, les attitudes culturelles et la nécessité constante de trouver un équilibre entre travail et vie familiale chassent les femmes du marché de l'emploi. Des politiques nouvelles en matière d'emploi des femmes et une évolution des mentalités sont nécessaires si l'on veut encourager les femmes à être économiquement actives.

51. Outre qu'il est essentiel à la liberté de choix des femmes, l'accès aux ressources matérielles (terre, logement et crédit) est aussi déterminant dans la possibilité qu'elles ont de se faire entendre. Comme noté plus haut, la tradition et la loi limitent le droit de propriété des femmes, notamment sur la terre et le logement. Ces limitations imposées par la tradition découlent de l'idée que les avoirs détenus par une femme sont en quelque sorte aliénés et perdus au profit d'un tiers quand elle se marie. Il est impératif que la société modifie sa conception du rôle des fils et des filles pour lutter contre les préjugés sexistes en matière de droit de propriété.

52. Le fait que la discrimination commence au sein de la famille renforce l'argument voulant que la famille soit placée au centre de l'effort visant à réaliser l'équilibre entre les sexes. Cet équilibre progressant avec le temps, l'effort pourrait avoir ensuite des répercussions sur l'ensemble de la société. En réduisant la discrimination au sein du foyer, les hommes peuvent jouer un rôle important dans l'autonomisation des femmes et faire d'elles des égales, que ce soit en matière de transmission du patrimoine familial, d'accès aux services de santé et à l'éducation, de répartition de la nourriture, de violence ou de participation aux décisions concernant la famille. Les attentes de la société doivent évoluer pour que change l'attitude des hommes à l'égard des femmes et des filles; il faut pour cela que la société civile joue un rôle moteur.

53. En donnant plus de possibilités aux femmes de se faire entendre, on contribue efficacement à réduire les inégalités entre les sexes. Pour ce faire, il faut que les mentalités changent, ce qui peut notamment se faire par l'éducation. Des pères, maris et frères instruits sont plus susceptibles de traiter filles, femmes et sœurs en

égales. Une femme instruite est mieux armée pour obtenir d'être représentée à égalité, y compris chez elle. Les facteurs culturels peuvent aussi être pris en compte de manière souple par l'éducation. À cet égard, la société civile devrait montrer la voie dans l'évolution des mentalités masculines, tandis que les gouvernements pourraient aider en éliminant les restrictions fondées sur le sexe en matière de recrutement dans les secteurs public et privé et de nomination dans les organisations de la société civile.

54. L'élimination des restrictions fondées sur le sexe entravant la participation des femmes à la vie parlementaire, à la fonction publique, à l'emploi dans le secteur privé et à la société civile, devrait être le premier pas vers une représentation accrue des femmes à tous les niveaux. La discrimination positive, qui consisterait par exemple à réserver un certain nombre de sièges à des femmes dans les organes de l'administration locale et les parlements nationaux, mériterait sans doute d'être envisagée quand les autres mesures se révèlent inefficaces. Toutefois, il ne faudrait pas que les conditions imposées annihilent l'objectif visant à donner aux femmes la liberté de choix. Des femmes provenant de sociétés et de cultures différentes peuvent avoir des aspirations différentes et il convient de respecter cette diversité.

55. Il faut appeler d'urgence l'attention des décideurs sur la question de la discrimination fondée sur le sexe, car sa perpétuation entraînerait un coût économique et social énorme, pesant sur tous les citoyens. Il incombe à toutes les parties prenantes, y compris la société civile, le secteur privé et les milieux universitaires, de mettre cette question au premier plan des programmes de développement.